

## Bibliographie

- ARWIZU (Fernando) DE, Problemas de límites y facerías entre los valles navarros y franceses del Pirineo, in : *Cuadernos de Etnología y Etnografía de Navarra*, XV, n° 41-42, 1983, 38 p.
- CAMILLÉS (Henri), Une fédération pyrénéenne sous l'ancien régime. Les traités de lies et de passerries, *Revue historique*, tome CV, 1910.
- CAMILLÉS (Henri), *La vie pastorale et agricole dans les Pyrénées des Gaves, de l'Adour et des Nestes*, Paris, A. Colin, 1931, 413 p.
- CHADREUJ (Michel), L'aménagement d'une moyenne montagne forestière : Iraty, *Revue de Géographie des Pyrénées et du Sud-Ouest*, tome 44, 1973, p. 5-27.
- DESPLAT (Christian), Le parlement de Navarre et la définition de la frontière franco-navarraise à l'extrême fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans *Lies et Passerries dans les Pyrénées*, ouvrage collectif, Tarbes, Association des Amis de la Bibliothèque centrale de Prêt des Hautes-Pyrénées, 1986, 237 p. (p. 109-120).
- DRUENNE (Bernard), Les lies et passerries, spécialement pendant la guerre de succession d'Espagne, dans *Lies et Passerries dans les Pyrénées*, op. cit., p. 69-108.
- FABRE (Victor), *Facerías internacionales pirenaicas*, Madrid, Instituto de Estudios Políticos, 1956, 441 p.
- FROUDOUR (Louis) DE, *Proces verbal de la réformation générale des forêts du Royaume de Navarre deçà les monts*, Pau, chez Dugué et J. Desbaratz, MDCCCLX, 168 p.
- GÓMEZ-IBÁÑEZ (Daniel Alexander), *The Western Pyrenees*, Oxford, Oxford Research Studies in Geography, 1975, 162 p.
- LEFRER, Mémoire de l'État présent des royaumes de Navarre et de Basse-Navarre, dressé par l'intendant Lebrer, 31 décembre 1700, dans *Mémoires des Intendants Pinon, Lebrer et de Bezons sur le Béarn, la Basse-Navarre, le Labourd et la Soule*, Pau, Léon Ribaut, 1906, 185 p. (p. 128-171)
- LEFERRE (Théodore), *Les modes de vie dans les Pyrénées atlantiques orientales*, Paris, A. Colin, 1933, 777 p.
- SANT SAUD, *Races armées entre montagnards des deux Navarres*, Pau, imprimerie Carel, 1915, 7 p. (tiré-à-part du *Bulletin Pyrénéen*, n° 128, mars-avril 1915)
- SERMET (Jean), La frontière hispano-française des Pyrénées et les conditions de sa délimitation, *Bulletin pyrénéen*, n° 104 (1975), p. 307-329) et n° 107 (1976), p. 220-249).
- SERMET (Jean), *La frontière des Pyrénées*, Pau, Les Amis du Livre Pyrénéen, 1983, 285 p.
- SERMET (Jean), Le statut original du Pays Quint, *Bulletin pyrénéen*, n° 183-184, 1994, p. 263-294.

Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, 125<sup>e</sup>. Lille, Frontières, p. 65-78.

## La frontière dans l'imaginaire identitaire en Europe

Thomas K. Schippers

Je voudrais proposer ici quelques réflexions fondées sur mes recherches dans les domaines de l'anthropologie de l'espace, de l'ethno-cartographie européenne et finalement dans l'histoire de la cartographie et des différentes utilisations de cartes. Afin d'éviter toute confusion, je prendrai surtout en considération la dimension spatiale, géo-graphique, cartographique de l'idée de frontière et je laisserai volontairement de côté d'autres conceptions et usages dans les sciences humaines et sociales du terme « frontière » comme les frontières sociales ou ethniques (Barth 1969, Vermeulen et Coverts 1994). Je voudrais par ailleurs souligner ici en introduction les problèmes du vocabulaire « frontalier » dans les diverses langues européennes ; notamment la langue anglaise dispose dans ce domaine d'une richesse remarquable dont les subtilités sémantiques sont souvent difficilement traduisibles : *border*, *boundary*, *frontier* et même *end*, sont traduits en français indistinctement par frontière ou en allemand par *Grenze*. Ici j'emploierai le terme de frontière surtout pour désigner l'idée d'une « ligne » quasi bidimensionnelle pour séparer deux ou plusieurs entités spatiales, tandis que j'utiliserai zone frontalière, en anglais *borderland* ou « *frontier* » pour désigner des « zones territorialement et temporairement définies, qui possèdent aussi une valeur heuristique au delà d'une utilité métaphorique » (Wilson, Donnan 1998 : 25). Comme l'a souligné l'anthropologue britannique Anthony Cohen (1994 : 65), « Le concept de frontière (*boundary*) doit être considéré comme central en anthropologie, précisément parce qu'il s'adresse à l'essence de notre discipline : dépasser notre propre conscience limitée afin de comprendre celle de l'Autre ». L'étude anthropologique de la « conscience frontalière » d'un groupe particulier consiste ainsi à s'efforcer à comprendre ses façons culturellement spécifiques de mettre de l'ordre dans le monde qui l'entoure. Mon objectif ici sera d'apporter quelques éclairages sur les dimensions « culturellement spécifiques » de la notion de frontière dans la culture européenne. Je voudrais ainsi questionner la frontière « à l'Européenne » comme un outil conceptuel particulier qui a construit au cours de l'histoire une vision de monde (anglais : *worldview*, allemand : *Weltanschauung*) spécifique fondé essentiellement sur des taxonomies « spatialisées ».

Tout le vocabulaire « frontalier » repose sur une perception spatialisée du monde. Aussi bien des sources historiques que des données ethnographiques indiquent la présence universelle de perceptions spatialisées de leur environnement dans toutes les sociétés humaines, généralement sous une forme littéralement « égo-centrique » (cf. par exemple : Leroi-Courhan 1965 : 138-159, Paul-Lévy et Ségaud 1983). Il semblerait que ce fut en particulier le développement de l'agriculture avec sa transformation de portions de « nature sauvage », qui fut une des premières formes d'activités « créatrices de frontières » par excellence. Elle génère en effet une différenciation du fait de l'Homme entre un *ager* ou un *hortus* cultivé et entre tenu et la *silva*, avec, entre les deux, des formes variées de *saltus* (terres partiellement dégagées, cultures abandonnées etc.). Un paysage cultivé, domestiqué avec son *patawork* de champs, de chemins et plus tard de canaux et de routes, peut dans cette perspective être considéré comme une des formes les plus anciennes pour des sociétés et ceux qui les forment, *d'inscrire leur présence* dans l'environnement un peu comme une cartographie à l'échelle 1 : 1. Avec la construction d'habitats, la pratique de l'agriculture est ainsi une des premières formes « d'écriture terrestre » ou *géo-graphie*, qui permet, par ses tracés, à la perception humaine de se rendre compte *de visu* des frontières entre des zones humanisées, cultivées et celles qui ne le sont pas.

Comme l'archéologie a montré dans divers endroits au monde mais en particulier en Mésopotamie, une des expressions les plus anciennes d'affirmation étatique fut la mesure et l'enregistrement de terrains. Des bornes frontalières plus ou moins enterrées associées à des registres ou cadastres ont été un des traits distinctifs de la plupart des « grandes civilisations » depuis au moins 5 000 ans. En mesurant et en établissant des bornes et en enregistrant des titres de propriété, les *agrimensores* romains (ancêtres de nos géomètres modernes) n'allaient pas uniquement des parcelles de terre à ceux qui avaient servi l'Empire, ils créaient en même temps un modèle mental d'appropriation et de contrôle fondé sur l'espace, qui est resté prédominant depuis dans les conceptions européennes de la propriété aussi bien individuelle que collective. Pendant que les anciens Grecs comme Ptolémée (100-170 après J.-C.) ont été parmi les premiers (avec les Chinois) à développer des « visions du monde » cartographiques, les Romains, plus pragmatiques, ont littéralement « graphié » leurs conquêtes en inscrivant les différents *limites/limites* dans les paysages avec des talus, des digues, des fortifications ou plus simplement à l'aide de bornes frontalières ou en utilisant les limites « naturelles » comme des rivières ou des côtes. En revanche les seules cartes romaines qui nous sont connues, les *itineraria picta* sont davantage des représentations de trajets que de territoires.

Après la chute de l'Empire d'Occident, la cartographie semble avoir disparu en Europe à l'exception de *mappae mundi* médiévaux, images circulaires d'un monde divisé en trois parties séparées part des limites en forme de T et entouré par un océan. Ces cartes, sur lesquelles on peut souvent voir la locali-

sation du Paradis terrestre et d'autres éléments bibliques, sont davantage le fruit de représentations religieuses que géopolitiques.

Cependant une forme de cartographie pragmatique a été développée à partir du XIII<sup>e</sup> siècle en Italie et surtout à Majorque par des mathématiciens en vue de dresser des cartes précises des rives de la Méditerranée pour faciliter la navigation à l'aide d'une boussole hors de la vue des côtes. Ce furent ces cartographes souvent cosmopolites, méditerranéens et fabricants ce qu'on appelle des *portulans*, qui, après la redécouverte de la cartographie Ptoléméenne transmise par des manuscrits arabes, ont été à l'origine du développement de la cartographie scientifique. Cette expertise cartographique élaborée en Méditerranée à partir du XIII<sup>e</sup> siècle sera ensuite très utile au XV<sup>e</sup> siècle pour décrire et représenter les « découvertes » par les navigateurs portugais et espagnols afin de les présenter à leurs commanditaires et mécènes.

Mais ce qui est plus important pour ma perspective ici, c'est le fait que ces améliorations techniques de l'art cartographique ont surtout permis aux cartes de devenir des représentations graphiques acceptables (de parties) du monde, non seulement telles qu'on le(s) supposait être, mais aussi telle qu'il(s) devrai(en)t être. Pour autant que je sache, le choix énoncé par un Bulle papal de 1493 et confirmé par le Traité de Tordesillas de 1494 entre les souverains portugais et espagnols, du méridien situé à 370 lieues à l'ouest des îles du Cap Vert, comme la ligne de séparation des possessions respectives présentes et futures, est probablement un des premiers exemples de « l'invention » de frontières entre des nations européennes à l'aide d'une conception spatiale fondée sur une représentation carto-graphique. Depuis ce moment, la cartographie et l'art de lever des cartes sont devenus non seulement des armes aux mains des puissants (et donc souvent secrets) pour permettre des conquêtes et des prises de possession, mais également des sujets de rivalités et surtout de tricheries. Progressivement les cartes sont devenues des pourvoyeurs de « propagande territoriale » (Harley 1995 : 24), parce que non contentes d'enregistrer des limites et des frontières territoriales, elles permettaient d'anticiper des empires coloniaux et de légitimer les réalités des conquêtes. Comme l'a souligné le géographe et historien de la cartographie britannique Brian Harley, les cartes sont devenues depuis le XVI<sup>e</sup> siècle pour les Européens (surtout depuis la démocratisation de la scolarisation à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle), des éléments importants de ce qu'il appelle « l'arsenal de la guerre psychologique » (Harley 1995 : 33) entre les nations.

Des analyses critiques comme celles de Harley, ont montré de quelles façons les cartes sont devenues progressivement en Europe depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, une forme particulière de discours sur le monde fondé sur des codes et des conventions spécifiques. Présence ou absence sur une carte indiquent information ou « silence » qui dépendent directement des choix du dessinateur (ou de son commanditaire). Derrière une apparence « neutre » et scientifique, toute carte reste selon l'expression de Harley un « talisman d'autorité » (Harley 1995 : 47).

Ceci est surtout vrai depuis à la fois l'émergence des États-Nations en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle et la familiarisation de leurs populations par l'enseignement démocratisé et ensuite par les médias avec la représentation cartographique. Par ailleurs, l'amélioration technique des levées cartographiques et donc de la précision des cartes à grande échelle, a permis aux cartes de devenir des outils privilégiés non seulement pour diriger des conflits armés à distance, mais aussi d'y mettre fin lors de conférences internationales éloignées des champs de bataille.

Comme on a pu le remarquer, ceci a conduit à une situation « où la "disinclinivité" entre sociétés, nations et cultures est fondée sur une division spatiale en apparence non-problématique [...] Les prémices de la discontinuité constituent le point de départ à partir duquel on théorise des contacts, des conflits et des contradictions entre cultures et sociétés. Par exemple la représentation du monde comme une collection de "pays", comme sur la plupart des cartes de monde, le donne à voir comme un espace fragmenté en soi, divisé par différentes couleurs en diverses sociétés nationales, chacune "enracinée" à sa propre place. » (Gupta et Ferguson 1992 : 6)

Là où les vieilles nations ou empires furent entourées de zones tampons plus ou moins contrôlées et que l'on qualifiait de « marches » (Danemark...) — et dont les habitants jouissaient souvent de privilèges particuliers — l'amélioration constante des techniques topographiques et cartographiques, a paradoxalement créée « sur le terrain » des situations parfois totalement arbitraires. Comme toute une série de recherches ethnographiques dans des régions frontalières en Europe a montré depuis quelques décennies, les lignes apparemment simples dressées par des politiciens suite à des périodes avec ou sans conflits armés, nécessitent souvent des temps assez longs pour devenir de réalistes socio-culturelles (Wolf & Cole, Sahlins etc). En revanche des travaux de recherche sur le terrain dans des zones où des frontières nationales ont été « dissoutes » comme entre les deux Allemagnes (Korff 1995 : 248-264, Bornemann 1992), semblent montrer que la disparition de marques spatiales d'appartenance provoque des incertitudes et des doutes au sujet de son identité, provoquant parfois des replis régionalistes ou nationalistes. Ces cas semblent prouver *a contrario* l'importance pour beaucoup d'Européens des frontières comme des ingrédients essentiels la construction de Soi.

Les changements de « nature » de nombreuses frontières durant la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle ont ainsi aussi eu un certain nombre de répercussions sur les sentiments d'identité et d'appartenance de nombreux Européens. Certaines frontières nationales comme celles à l'intérieur de « Schengenland » ont perdu leurs emblèmes et personnels traditionnels, tandis sur d'autres, comme celles formant autrefois le « Rideau de Fer » les policiers, les douaniers et même des forces armées ont « changé de côté », là où ces frontières sont devenues celles de l'Union Européenne. En d'autres endroits comme en Espagne ou dans la Fédération de Russie, des limites régionales ou provinciales sont devenues des frontières « nationales » ou même internationales comme

entre les Républiques tchèque et slovaque ou entre les Républiques issues de l'implosion de la Yougoslavie ou de l'Union Soviétique. Ces changements ontologiques de toute une série de frontières européennes ont à leur tour modifié aussi bien les auto-ethnonymes que les hétéro-ethnonymes. De nouvelles catégories d'auto-identification sont apparues dans les files d'attente devant les postes de contrôle des aéroports. De vieux emblèmes régionaux ou locaux ont été dépossédés pour différencier des produits dans les rayons des supermarchés au même moment que les prévisions météorologiques télévisées indiquent que les perturbations ne respectent pas les frontières nationales imprimées dans la représentation mentale de l'espace d'identification acquise depuis l'école primaire.

En arrière-plan de tous ces changements et discussions se trouve souvent explicitement ou le plus souvent implicitement une vision bi-dimensionnelle, cartographique du monde. Depuis la deuxième partie du XIX<sup>e</sup> siècle, la carte bi-dimensionnelle est en effet devenu, d'abord pour les scientifiques (et en premier les météorologues) et ensuite pour un public davantage scolarisé, un instrument de représentation de phénomènes les plus divers. Cartographe a permis aux Occidentaux de donner une visibilité graphique à des phénomènes aussi peu tangibles que des lignes de front barométriques, l'extension spatiale de parler particuliers, ainsi que les résultats d'enquêtes statistiques sur les sujets les plus variés (de la taille des conscris à la consommation de certains produits alimentaires). Grâce à l'école et aux médias, la cartographie dite thématique est devenue au cours du XX<sup>e</sup> siècle à la fois un outil heuristique scientifique mais aussi une forme de représentation banalisée de choses très diverses. Mais cette cartographie thématique a également en de multiples occasions mise en évidence des frontières et des zones qui ne correspondent en rien avec les frontières géo-politiques établis par les instances politiques centrales à des moments précis de l'histoire.

Là en particulier où des cartes thématiques ethnographiques et linguistiques ont mis en évidence des *non-concordances* avec les frontières géo-politiques, ces cartes ont été considérées comme des menaces et des défis lancés aux États-nations modernes. Ce potentiel hautement provocateur des frontières thématiques cartographiques a pu ainsi parfois générer des réactions extrêmement violentes de la part de ceux dont la légitimité est ainsi remise en cause. Par exemple des nationaux majoritaires ont pu se sentir défilés par des cartes montrant l'extension spatiale de minorités, notamment dans des zones frontalières, pendant que des minorités peuvent se sentir offensées par le « silence cartographique » qui occulte leur existence. Ainsi à titre heuristique jusqu'à présent plutôt anecdotique, une carte des zones linguistiques d'Europe occidentale occulte totalement l'existence de la Suisse ou de la Belgique... Tous ces cas illustrent l'importance que jouent les frontières dans l'imaginaire identitaire pour des Européens. Cette façon particulière de se penser « nous » en opposition à « eux » à l'aide de critères spatiaux et en particulier des frontières et des limites peut

bien sûr se retrouver dans beaucoup de cultures où des groupes spécifiques occupent des portions de territoire ou des quartiers de ville spécifiques. Mais l'invention et l'usage de cartes précises comme représentations acceptables d'étendues de la surface terrestre, semble seulement chez les Européens avoir développé ce que j'appellerai une « *perception cartographique de Soi et de son appartenance* ». Par exemple l'utilisation de cartes dites « muettes » a familiarisé des générations et des générations d'enfants européens avec la « morphologie graphique » de leur patrie. Chaque modification, même minime, de cette image corporelle de son identité nationale a souvent été perçue au cours de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle comme un changement apporté aux sentiments d'appartenance collective, pour le meilleur comme pour le pire.

L'actuelle multiplication d'ensembles territoriaux en Europe, comme les quinze pays de l'Union européenne, les dix pays de Schengenland, les dix-huit pays de l'Alliance économique, les onze pays d'Euroland et les plus de trente-cinq pays du Conseil de l'Europe, etc. ont rendu floue toute représentation spatialisée nette, entourée de frontières précises. L'émergence régionaliste actuelle un peu partout en Europe occidentale, avec plus ou moins de chauvinisme campaniliste, semble une des conséquences les plus visibles de cette perte d'une partie de l'identification avec l'image des contours de l'espace national. D'autre part on peut observer que les médias des pays « nouvellement indépendants » d'Europe centrale et orientale tentent de familiariser les habitants avec les contours de leur nouvel État national par des représentations cartographiques quasi « insulaires » de l'espace national sur fond neutre. Ici aussi les frontières montrent leur potentiel symbolique et même emblématique dans un effort de (re-)définition de Soi.

En guise de conclusion, je voudrais suggérer l'idée que l'invention et le développement d'une cartographie de plus en plus précise, ont, notamment par leur usage dans l'enseignement de base, contribué à une vision spécifique-ment européenne du monde, qui s'est évidemment largement diffusée ailleurs en particulier durant les périodes coloniales et post-coloniales. Être et appartenir semble pour beaucoup d'Européens intimement liés à une perception spatiale et cartographique d'inscription et d'identification. Cette forme spatialisée d'(auto)identification relie souvent une représentation territoriale, des paysages et des spécificités culturelles et linguistiques au sein de fictions idéologiques pseudo-homogènes dont les frontières semblent à la fois les limites et les garants. Des événements aussi tragiques que des « nettoyages ethniques » ou des politiques d'*apartheid* sont des exemples sinistres de cette forme particulière de construction identitaire fondée sur l'espace et que l'on peut différer d'autres formes d'expression d'appartenance comme par exemple la religion ou l'ethnicité. Par contre, une conception de la citoyenneté fondée sur le « droit du sol » (et qui s'étend même parfois aux avions, navires ou ambassades), qui commence à prédominer au sein de l'Union européenne, est une illustration plus positive d'une appartenance fondée sur une conception cartographique, spatiale, notamment lorsqu'elle s'oppose aux rhétoriques du

« droit du sang » fondé sur des arguments primordialistes territorialisés souvent assez douteux.

L'histoire de l'ethnologie européenne au cours du XX<sup>e</sup> siècle, a montré que la cartographie peut souvent être un outil synoptique utile, mais qu'il s'agit aussi d'un instrument extrêmement « sensible » au sens militaire du terme. Notamment le traçage de frontières linguistiques et culturelles relève encore aujourd'hui d'une activité hautement périlleuse, que des savants pratiquent généralement à huis clos. Modifier les contours d'une carte en suggérant d'autres frontières que celles qui ont été approuvées lors de réunions diplomatiques au plus haut niveau, peut provoquer des réactions émotionnelles comparables à celles à la vue du drapeau national sali ou brûlé. La carte en tant que construction bidimensionnelle de lignes frontalières et de surfaces diversement colorisées, est ainsi devenue depuis le XIX<sup>e</sup> siècle un des ingrédients culturels élémentaires de l'imaginaire identitaire de la plupart des Européens et a servi ensuite de modèle un peu partout ailleurs dans le monde depuis. Les contours graphiques de la carte nationale sont devenus comme l'ombre du corps de chaque citoyen, et comme les folkloristes européens nous l'ont appris, il vaut mieux être très vigilants pour qu'on ne touche pas à l'espace de votre ombre.

## Bibliographie

- BARTH (Frederik), « Introduction », dans BARTH, (F.) (dir.), *Ethnic groups and boundaries, The social organisation of culture differences*, Boston, 1969.
- BLUM (Alain), GOUSSEFF (Catherine), « Nationalité, groupes ethniques : la représentation des nationalités en Russie », dans RAJLU (Jean-Louis), COURAGE (Y.), PICHÉ (V.) (dir.), *Old and new minorities*, Paris, INED/John Libbey Eurotext, 1997.
- BORNEMAN (John), *Belonging in the two Berlins : kin, state, nation*, Cambridge, 1992.
- BROMBERGER (Christian), DOSETTO (D.), SCHIPPERS (Th. K.), « L'ethnocartographie en Europe : Coups d'œil rétrospectifs et questions ouvertes », dans *L'ethnocartographie en Europe*, Aix en Provence, 1982-1983, p. 15-40.
- COLE (John), WOLF (E.), *The Hidden Frontier : ecology and ethnicity in an Alpine valley*, New York, 1974.
- COHEN (Anthony P.), « Boundaries of consciousness, consciousness of boundaries. Critical questions for anthropology », dans VERMEULEN (Hans), COVERS (C.) (dir.), *The anthropology of ethnicity, Beyond Ethnic groups and boundaries*, Amsterdam, Spinhuis, 1994.
- COX, (Heinz L.) (dir.), *Kulturgrenzen und Nationale Identität*, Bonn, 1993.
- L'ethnocartographie en Europe*, Aix en Provence, Centre d'ethnologie méditerranéenne, 1982-1983.
- GUPTA, (Allen), FERGUSSON (J.), BEYOND, « Culture » : space, identity and the politics of difference, *Cultural anthropology*, 7 (1), 1992, p. 6-23.
- HARLEY (Brian), *Le pouvoir des cartes*, (textes édités par Peter Gould et Antoine Bailly et traduits par Philippe de Lavergne), Paris, Economica, 1995.

- KOBE (Gottfried), « Spione, Hütchenspiele und Bananen, Alltags-Symbole und Metaphern im Prozess der kulturellen Integration von Ost- und Westdeutschland », dans *Zeitschrift für Volkskunde*, 1995, p. 248-264.
- LEMOI-GOLRHAN (André), *Le geste et la parole ; la mémoire et les rythmes*, Paris, Albin Michel, 1965.
- MINELLE (Françoise), *Représenter le monde*, Paris, 1992.
- PAUL-LÉVY (Françoise), SECAUD (M.), *Anthropologie de l'espace*, Paris, 1983.
- RABINOWITZ (Dan), « Ethnic minorities inside out : Palestinians in Israel as a "trapped minority" », dans SMITTEK (Znago), MURISIC (R.) (dir.), *MESS-series* de l'université de Ljubljana, volume 3, 1999, p. 237-248.
- SAHLINS (Peter) *Boundaries, The making of France and Spain in the Pyrenees*, Berkeley, Oxford, university of California Press, 1989.
- SCHIPPERS (Thomas K.), « Trouver la bonne distance », dans BROMBERGER (Christian), MOREL (A.) (dir.), *Limites floues, frontières vives*, Paris, Éditions MSH, 2001, p. 27-37.
- VERMELIEN (Hans) COVERS (C.) (dir.), *The anthropology of ethnicity, Beyond Ethnic groups and boundaries*, Amsterdam, Spinhuis, 1994.
- WILSON (Thomas M.), DONNAN (H.), « Nation, state and identity at international borders », dans Wilson (Thomas M.), DONNAN (H.) (dir.), *Border Identities*, Cambridge, 1998.

## Les DOM et l'Europe : une ethnologie de l'ultrapériphéricité comme frontière et rhabillage du local

Bernard Cherubini

### Introduction

La Martinique (1 100 km<sup>2</sup> pour 360 000 habitants en 1990), la Guadeloupe (1 179 km<sup>2</sup> pour 390 000 habitants en 1990), La Réunion (2 512 km<sup>2</sup> pour 598 000 habitants en 1990 et 705 000 en 1999) et la Guyane (83 500 km<sup>2</sup> pour 115 000 habitants en 1990 et 1 157 000 en 1999) ont vécu, très loin de Bruxelles, durant une quarantaine d'années, au rythme de l'intégration européenne, au nom de la continuité territoriale, selon les « dispositions particulières et générales » du traité de Rome (1957) qui demandait aux institutions de la communauté (article 227-2) de « permettre le développement économique et social de ces régions ». À l'époque, il s'agissait de l'Algérie (deux départements) et des départements français d'outre-mer. Cependant, selon Victor Sablé, député martiniquais depuis 1958, l'un des premiers représentants des DOM au parlement européen, à partir de 1979 (avec Paul Vergès, député réunionnais), les DOM n'ont commencé à s'intéresser à l'Europe qu'avec l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne en 1972 : « Nous avons été mis en concurrence avec les îles anglaises de la Caraïbe. Nous avons eu des intérêts à défendre face au Commonwealth et aux financiers de Londres ».

Localement, cette défense n'a toutefois pas été organisée collectivement : « Chaque industriel du rhum, chaque planteur de bananes allait directement à Bruxelles pour défendre son entreprise et non pour élaborer une véritable structure permettant de prendre en compte l'outremer dans sa globalité » (entretien publié dans Deville et Georges, 1996 : 115). Ce témoignage de l'un des pionniers de la départementalisation, qui s'est engagé à défendre les DOM à Bruxelles, illustre parfaitement le niveau auquel semble s'être toujours situé la position des différents intérêts locaux des DOM face à leur environnement économique : les détenteurs du pouvoir économique jouent avant tout leur carte individuelle, c'est-à-dire celle de la défense de leurs intérêts économiques.